

« FAIRE, C'EST DIRE ! »

COMMENT PENSER L'ACTION COLLECTIVE FACE AU LIBÉRALISME ?

D'un côté, Ariane Estenne, présidente du [Mouvement Ouvrier Chrétien](#), une coordination d'organisations sociales, syndicales (CSC) et de mutuelles qui défend les droits sociaux. De l'autre, Nicolas Van Nuffel, responsable plaidoyer au [CNCD-11.11.11](#), une coupole de plus de 70 ONG belges et un mouvement citoyen au service de la solidarité internationale. Entre les deux, le fil rouge est clair : faire pression pour plus de justice sociale et de durabilité pour la planète. Au-delà du simple slogan. Dans une société qui transpire le néolibéralisme par tous ses pores, agir n'est pas une option, c'est la clé. Interview croisée.

Le Forum – Bruxelles contre les inégalités : Comment analysez-vous le tournant politique actuel ? Qu'est-ce que ça révèle des priorités idéologiques de nos gouvernements ?

Ariane Estenne : Ce qu'on vit n'est pas lié à un gouvernement ou à une mesure, mais à un contexte global. On sort de 50-60 ans de libéralisme et puis de néolibéralisme. Presque tout le monde est aujourd'hui porteur de la porosité des réflexes libéraux : les partis politiques, mais aussi la population, le secteur associatif, etc.

Le tournant depuis les élections, c'est le détricotage de l'État social.

Aujourd'hui, c'est la rupture avec ce pacte social, à partir d'arguments non pas politiques, mais bien budgétaires. Selon les gouvernements en place, on n'aurait pas le choix : on devrait couper tout ce qui faisait l'État social, donc à la fois la sécurité sociale, les droits des travailleurs, le financement des services publics. Mais aussi les

mécanismes de concertation sociale et la légitimité des contre-pouvoirs : les universités, la presse, les médias publics, le secteur associatif, même la séparation des pouvoirs. Tout ça est attaqué frontalement.

Nicolas Van Nuffel : C'est une prise de conscience, en Belgique francophone, suite au tremblement de terre électoral de juin 2024, de tendances qui sont mondiales, et qui sont en progression depuis au moins dix ans.

Le Forum : Tendances guidées, chez nous, par un seul et unique mantra : « il faut faire des économies ! »

Ariane : Or ces gouvernements ne réalisent pas d'économies, ils **réallouent les ressources**. On continue à augmenter certaines dépenses, notamment les dépenses militaires, le soutien aux entreprises privées. On ne dépense pas moins, mais on dépense autrement. **C'est une illustration de ce passage d'un État social à un État « sécuritaire ».**

ÉDITEUR RESPONSABLE

[Le Forum – Bruxelles contre les inégalités](#)
40 rue Fernand Bernier 1060 Saint-Gilles
0897.733.317 | info@le-forum.org

Si on dresse la liste des mesures prises, des endroits où l'on choisit d'investir, c'est dans le réarmement, les politiques sécuritaires, le durcissement des politiques migratoires, les visites domiciliaires, la déchéance de nationalité, et bien sûr, tout ce qui permet de contenir la contestation : loi Quintin¹, décisions prises notamment en Fédération Wallonie-Bruxelles, sur l'associatif, sur la culture, sur les médias.

Ils ne souhaitent pas qu'il y ait moins d'État, ils veulent un autre État, sécuritaire.

Nicolas : Ce qu'on voit aujourd'hui, c'est la **montée d'attaques coordonnées contre tous les mécanismes de solidarité**. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement Arizona a décidé de couper un quart dans la coopération internationale. Ce sont des attaques coordonnées contre la solidarité, la science et le droit, base au débat public. Contre toutes les formes de contre-pouvoirs - les médias, les juges, les syndicats, la société civile, etc. —, **contre la diversité comme valeur essentielle dans la société**.

Avec un élément nouveau, flagrant en Belgique francophone, on voit un estompement de la différence entre les partis de droite et d'extrême droite. Les politologues sont bien incapables de dire aujourd'hui quel parti est purement

d'extrême droite et lequel ne l'est pas du tout.

Avant, pendant une longue période qui a duré de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux années 2010, on avait une droite et une gauche démocratique qui s'opposaient fondamentalement sur des aspects de justice sociale, mais qui partageaient au moins des valeurs fondamentales sur le respect de l'État de droit, sur l'importance des contre-pouvoirs.

Le Forum : Vous avez des exemples concrets ?

Nicolas : La N-VA qui n'est pas traditionnellement classée à l'extrême droite, mais qui fait partie du groupe ECR² au niveau européen (le groupe de Georgia Meloni et Marion Maréchal-Le Pen). Ça crée un fameux défi parce que les lignes ne sont plus très claires. Pour moi, il y a là quelque chose qui est en train de se passer d'extrêmement inquiétant.

Au Parlement européen, à deux reprises déjà, la droite conservatrice du PPE (groupe du Parti Populaire Européen) et l'extrême droite se sont associées pour démanteler des législations essentielles pour la protection des droits humains et ont clairement signifié qu'elles avaient bien l'intention de continuer. On voit aujourd'hui, la droite conservatrice et l'extrême droite s'allier pour renforcer le pouvoir des plus puissants.

¹ Projet de loi du ministre de l'Intérieur Bernard Quintin (MR) qui donnerait au Conseil des ministres le pouvoir de dissoudre administrativement une association sans l'intervention d'un juge.

² Les membres du Parlement européen siègent au sein de groupes politiques – ils ne sont pas

organisés par nationalité, mais en fonction de leurs affinités politiques. Il y a actuellement 8 groupes politiques au Parlement européen, dont Les Conservateurs et réformistes européens (European Conservatives and Reformists, ECR).

Le Forum : Réforme, activation, transition sont devenus des termes dominants. Comment est-ce que ces discours formatent notre manière de penser les problèmes et leurs solutions ?

Nicolas : Des milliardaires, comme Vincent Bolloré, achètent des médias, y compris des médias historiquement progressistes, ou identifient les médias progressistes, pour les détourner, comme ça a été le cas du groupe Canal+. Maintenant, Brut vient de se faire racheter par un autre milliardaire. Ce n'est pas juste en utilisant un peu mieux les mots qu'on va contrer une telle offensive.

Même s'il ne faut pas absolutiser la question des mots, ça fait partie des sujets sur lesquels on réfléchit beaucoup : **lesquels on utilise pour dire le monde, pour refuser les termes de l'adversaire** ? Parce qu'il y a toute une série de termes qui ont été volontairement promus dans le but d'atténuer certains mots et d'en renforcer d'autres. Utiliser des termes de « réchauffement climatique » et de « changement climatique » plutôt que « dérèglement climatique » et de « crise climatique », c'est une manière d'omettre l'ampleur de la crise.

En tant que président de la [Coalition Climat](#) durant 6 ans, j'ai banni ce terme de « réchauffement climatique », si ce n'est pour parler de l'effet premier, l'augmentation des gaz à effet de serre qui entraîne une augmentation des températures. On le voit dans ce cas précis, utiliser les bons mots met en évidence l'ampleur des dégâts. Même chose pour le terme « activation », **si on**

se bat avec les mots de l'adversaire, on entre déjà dans son champ et dans sa vision. C'est extrêmement important de refuser ces termes liés à la « compétitivité », à la responsabilisation individuelle plutôt qu'à la responsabilité collective. Et ce n'est pas facile parce qu'on est bien formaté, ce sont les mots avec lesquels nos adversaires imposent le débat.

Ariane : Aujourd'hui, il y a un effet de mode, on est beaucoup sur les questions des mots, des narratifs, de la communication. Le sens des mots, c'est une question très, très politique. Personne ne l'a mieux expliqué qu'Orwell quand il parle de novlangue ou langage vidé de sa substance, de sa complexité, de sa nuance pour restreindre la pensée critique.

Les déclarations de politique communautaire et wallonne sont des exemples emblématiques d'une novlangue qui utilise des mots contre lesquels personne ne pourrait s'opposer : innovation, évaluation, rationalisation, optimisation. A priori, si on peut rationaliser quelque chose, on est d'accord. Mais le projet, ce n'est pas celui-là, c'est de faire basculer d'un modèle à un autre.

Ce sont des mots qui ne disent pas ce qu'ils font.

Ce qui est très dangereux parce que jusqu'ici, c'était quand même le propre d'une déclaration de politique générale de décrire le projet politique. S'il y avait un type de texte qui assumait la vision politique, c'était celui-là. Et aujourd'hui, ce sont tous ces termes-là qui structurent les textes politiques.

Et puis, il y a autre chose : **comment est-ce qu'on arrive à faire passer nos idées, à parler aux gens, à leur cœur, à jouer avec leurs émotions ?** Puisque la droite le fait, la gauche aussi devrait le faire. Comment être « sexy », audible, « punchy ». Comment faire du « buzz », etc.

Pour moi, c'est une très mauvaise question. Ça met beaucoup trop le poids sur la question de la communication alors que, pour moi, la première faiblesse de la gauche ces dernières années, ce n'est pas une question de communication !

Le Forum : C'est quoi précisément la faiblesse de la gauche, d'après vous ?

Ariane : La gauche a péché par le manque de réponse concrète pour faire face au libéralisme.

Il y a ce slogan : « **DIRE, C'EST FAIRE** ». J'ai envie d'inverser le propos : « **FAIRE, C'EST DIRE** » !

Parlons de nos actions, de ce qu'on fait concrètement pour répondre aux besoins des gens. Qu'est-ce qu'on organise comme solidarité chaude ? Qu'est-ce qu'à un niveau local, on fait pour que les personnes regagnent en agentivité, en émancipation ?

Pendant tout ce temps où on réfléchit à nos narratifs et notre stratégie de réseaux sociaux, on ne fait rien. Donc moi, je suis assez critique sur cette mode des narratifs. Le premier combat, c'est de ne pas se laisser faire et de se battre contre cette désinstitutionnalisation des solidarités.

Le Forum : Prenons la réforme des allocations chômage. Tout indique que les CPAS n'ont pas les moyens pour prendre en charge tous ces gens qui vont se retrouver à leurs portes. Mais que fait-on quand ça ne percole pas dans les sphères politiques ?

Ariane : Pour moi, c'est **une question de projet politique**. Si on a l'idée que tout le monde doit être en sécurité, dans le sens d'accès à la sécurité sociale, à un logement salubre, au regroupement familial, il semblerait qu'on ait toutes les réponses pour prendre un virage à 180° de ce qui est en train d'être fait. Si on a une vision politique basée sur le mérite et que les gens qui n'ont pas de système de solidarité soient punis s'ils ne travaillent pas, alors il n'y a aucune raison de permettre des allocations de chômage plus longues. Il n'y a pas de vérité partagée à ce sujet-là, et visiblement, les dirigeants aujourd'hui ne partagent pas le projet politique qui conduit à penser qu'il n'y a aucune raison de couper le chômage et que cela va accroître la précarité.

Nicolas : L'autre parallèle, c'est **l'État policier et le non-accueil**. On a un État qui refuse de mettre en œuvre des décisions de justice sur l'accueil des personnes en demande d'asile. Et puis après, on entend qu'il y a quand même beaucoup d'insécurité dans les gares avec tous ces gens qui dorment n'importe comment. Il faut qu'on ajoute des policiers. **On utilise à nouveau la précarisation, y compris illégale, avec le non-respect des décisions de justice, pour renforcer dans l'état d'esprit de la population, la volonté d'un État policier.**

Le Forum : Sans contre-proposition suffisamment séduisante pour s'imposer face au néolibéralisme, quels espaces restent-ils pour proposer autre chose ?

Ariane : Je ne crois pas qu'il y ait autre chose que **l'action collective structurée dans des organisations sociales de masse pour créer un rapport de force**. Il suffit de jeter un œil sur toutes les conquêtes de droits gagnées dans l'histoire, on n'a jamais rien inventé de mieux. Cela dit, **cela ne tient que si toutes ces structures répondent elles-aussi aux attentes et aux besoins des gens**. Cette exigence concerne autant les partis politiques que les structures associatives.

Le Forum : Mais comment rétablir un lien et une confiance collective ?

Ariane : De façon globale, le néolibéralisme a fragilisé les structures démocratiques. Là, je ne parle pas seulement des structures politiques, mais de l'organisation de voix plurielles dans des structures. Comment on organise les débats ? Comment on accueille la conflictualité ? **Comment on s'assure de représenter tout le monde, y compris nos minorités ?** Toutes ces questions-là sont des **enjeux démocratiques**.

Il y avait un haut taux de confiance envers l'institution qui aujourd'hui diminue. Si on doit continuer à lutter par des structures institutionnelles, il faut qu'elles prennent soin de la confiance que la population leur confie.

Le Forum : Vous avez l'impression qu'on est déjà en chemin pour refaire démocratie dans ces lieux ?

Ariane : Non. Aujourd'hui, les grosses structures du type mutuelles et syndicats font face à un **manque de légitimité**. Il y a un discours qui vise à les décrédibiliser, à laisser entendre que c'est long, lent, que **ce serait plus facile de les contourner, de travailler sans elles**.

Nicolas : A partir du moment où il y a des attaques organisées contre ces structures, c'est un fameux défi de se défendre contre ces attaques violentes tout en acceptant de se remettre en question.

La réaction normale, c'est l'autodéfense.

Si on veut pouvoir continuer à faire de la coopération internationale, il faut qu'on se réinterroge sur notre rôle dans la société, sur la façon dont on peut mieux fonctionner. Et en même temps, ces remises en question ne doivent pas donner du grain à moudre à nos adversaires pour nous attaquer encore plus violemment.

Le Forum : On en revient à la question des mots. Dans un moment où les récits de gauche sont pointés comme de moins en moins audibles et rassembleurs³, comment espérer être entendus ?

Nicolas : Travailler sur les discours, ce n'est pas juste le choix des mots. **C'est mettre l'accent sur quelles histoires on raconte, et à qui on donne la**

³ Lire l'analyse de Jérôme Van Ruychevelt Ebstein à ce sujet : « Pourquoi les narratifs de

[gauche ne touchent plus les classes populaires ? »](#)

parole pour les raconter. Et là, je suis sidéré : combien de fois, depuis un an et demi, a-t-on vraiment entendu des gens qui sont menacés de perdre leurs allocations de chômage ? Ou laisser la voix à des malades de longue durée pour qu'ils puissent raconter à quel point ils se battent pour s'en sortir dans la vie ? Comment faire entendre ces histoires-là ?

Le Forum : On a, selon vous, un rôle à jouer pour faire entendre davantage ces voix invisibilisées ?

Nicolas : Où étaient nos organisations pour appuyer ces gens-là pour qu'ils puissent eux-mêmes raconter leur histoire et faire des liens avec la dimension macro ? Selon moi, **il y a tellement de détresse humaine à laquelle les services sociaux doivent répondre qu'ils n'ont plus l'espace de la lutte pour les droits.** Plus l'espace pour dénoncer les conséquences de politiques totalement inhumaines. Les organisations de première ligne sont inondées et les pouvoirs publics se déchargent sur elles d'aspects essentiels des services publics⁴. Résultat : **elles ont été créées pour appuyer les gens dans la défense de leurs droits, au service d'une citoyenneté critique, et elles passent leur temps à mettre des pansements. Et donc, il n'y a plus d'espace pour créer le rapport de force.** Cela fait partie des dangers de l'État néolibéral qui déforce les services publics, la protection sociale, etc.

Le Forum : Comment continuer la mobilisation, doit-on s'orienter vers d'autres formes ?

Ariane : **On doit utiliser tous les moyens à notre disposition pour organiser le rapport de force** et empêcher cette destruction. Même si on ne gagne pas beaucoup de victoires pour le moment, on ne doit pas arrêter. On doit continuer à dénoncer, à résister pour que la colère sociale puisse s'exprimer.

A un autre niveau, je pense aussi que toutes les expériences qui peuvent recréer du lien, de la solidarité et des stratégies de résistance, la joie d'être ensemble par exemple amène de l'agentivité. C'est ça l'hypothèse de l'éducation populaire !

Entendre par exemple qu'aujourd'hui, on a dépassé le seuil des 10 000 personnes sans-abri à Bruxelles, rend complètement impuissants. C'est abstrait. Au contraire, si à l'échelle d'un quartier, 10 personnes ont besoin d'un accueil et qu'on s'organise, sur notre pâté de maisons, pour répondre à ces besoins, on retrouve tout de suite une capacité d'action. On peut cuisiner, proposer une chambre d'amis.

Au MOC, nous pensons que c'est **ce que le secteur associatif doit faire : reprendre les questions à un niveau local et réapprendre à travailler sur des solidarités chaudes, des valeurs d'humanité et de dignité.** Il s'agit de revenir à des territoires beaucoup plus petits, s'organiser sur des actions

⁴ [Lire l'article d'Adeline Thollot, "Sortir du paradigme des citoyen·nes-fraudeur·ses" à ce sujet](#)

concrètes qui peuvent soutenir les personnes, répondre aux besoins.

Nicolas : L'un des plus beaux exemples est la Plateforme Citoyenne, il y a tout juste dix ans. En plus de proposer des possibilités d'action concrètes, à différents degrés : aller trier des vêtements, ouvrir sa porte à des inconnus, **le tour de force de la plateforme, devenue depuis Belrefugees, c'est d'avoir politisé son action. Ils ne sont pas limités** à une approche purement charitable et caritative. Quand l'État a voulu imposer les visites domiciliaires, la communauté, déjà créée, a refusé de se laisser faire et a résisté.

Dix ans plus tard, un projet pire est sur la table⁵, le rouleau compresseur de nos adversaires a continué à taper. Aujourd'hui, ça semble raisonnable que la police puisse rentrer chez vous sans mandat du juge pour vérifier qu'il n'y ait pas de personnes sans papiers, alors que c'est contraire à la Constitution.

Le Forum : Cet exemple souligne combien la résistance citoyenne devient de plus en plus difficile.

Nicolas : Je pense qu'on ne va pas pouvoir se contenter de résister. C'est absolument essentiel de le faire, mais on a face à nous un vrai projet de société organisé, très financé par des gens qui se sont associés, et qui possèdent les moyens de la production du discours (cf. Bolloré, Musk, Zuckerberg, etc.). D'où, cette nécessité d'un projet de société collectif,

désirable, qu'on porte, y compris dans la joie, pour emmener les gens avec nous.

La force du mouvement altermondialiste que j'ai pu vivre au début des années 2000 est inspirant. Malgré le contexte néolibéral, il y a eu toute une série de conquêtes, de résistances actives.

La recette ? Celle de s'unir, tant entre petits mouvements sociaux locaux qu'avec des plus grands syndicats internationaux.

Ariane : MeToo, Black Lives Matter, les Gilets jaunes, tous ces mouvements qui nous ont inspirés ces dernières années ont tous un point commun : ils ne sont pas portés par des personnes. Ces grands mouvements sociaux transformateurs se décalent des réflexes libéraux, n'ont pas de leader charismatique. Ce sont des mouvements horizontaux qui s'organisent collectivement. Dans ce monde qui paraît tellement étroit, toute initiative émancipatrice telle qu'une maison médicale, donne du champ. Ce type de pratique n'est pas à négliger, c'est extrêmement mobilisateur.

⁵ Le projet de loi, approuvé par le Conseil des ministres le 18 juillet 2025, permettrait des visites domiciliaires dans les cas impliquant des étrangers qui ne coopèrent pas à l'exécution de

décisions de retour exécutaire et sont considérés comme une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale.